



Zéro suppression d'emploi ! Retrait des 5 PSE français maintenant !

Réunis en comité de Groupe France l'ensemble des organisations syndicales du groupe GE a tenu à réagir sur l'évolution de la situation de l'emploi chez GE en France. Contrairement à ce que laisse entendre la direction de GE, elle n'est pas en train de créer des emplois en France. Elle met en œuvre à marche forcée divers plans de licenciements et des réductions d'effectifs déguisées. GE maintient son intention de supprimer 765 postes en France et 6.500 en Europe.

De surcroît, les prévisions d'emploi de plusieurs filiales, non officiellement impactées par des PSE, font apparaître des disparitions de postes massives. C'est notamment le cas de Power Service à la Courneuve et de Hydro à Grenoble. Chez Dresser Produits industriels GE anticipe une baisse des effectifs de 35 personnes d'ici 2017. Chez GE Gaz Turbine, le déni conduit à ne pas embaucher les personnes nécessaires et transférer des activités hors de France. Au total en jouant sur les départs naturels, la direction supprime des centaines de postes. Ces départs non remplacés sont autant d'opportunités de reclassements en moins pour les salariés concernés par les PSE.

C'est cette réalité que Corinne de Bilbao, la nouvelle présidente de General Electric France, s'efforce de nier :

"C'est toujours difficile, il y a toujours une période de restructuration d'un certain nombre d'activités qui étaient déficitaires, et notre objectif est de rétablir la compétitivité de ces activités et de replacer le groupe pour le futur ». Elle a cité l'exemple d'une « Digital foundry » créée à Paris, pour développer des applications, avec 250 créations de postes à terme. Mais cette vitrine ne doit pas cacher la véritable stratégie du groupe. GE se développe uniquement par le rachat d'entreprises qu'il s'empresse de restructurer en se débarrassant des activités jugées insuffisamment rentables et sans se soucier de la cohérence industrielle de ses décisions.

La politique d'investissement, la communication du groupe sont à l'opposé des déclarations officielles : d'un côté des parts de marché et brevets sont accaparées, de l'autre les ressources et les compétences pour les développer sont délaissées. Les expertises réalisées lors de la présentation des plans de restructurations et de suppressions d'emplois engagées, en Europe et en France, soulignent des licenciements boursiers. Pourtant une réelle politique de croissance industrielle serait possible si le groupe choisissait d'affecter ses considérables ressources de cash pour l'investissement au lieu de les mobiliser pour soutenir le cours de bourse et verser des dividendes considérables. 26 Milliards de dollars devraient être reversés aux actionnaires en 2016 (8B\$ de dividendes + 18 B\$ de rachats d'actions - Pour mémoire 33 B\$ en 2015)

Pour ne pas laisser la logique purement financière de GE détruire des activités et des emplois en France, l'ensemble des syndicats du groupe GE exigent le retrait pur et simple des plans de restructurations en cours.

**Rassemblement et conférence de presse Mardi 12 Juillet à 13h A
la Défense devant les bureaux GE**

**POUR AFFIRMER NOTRE VOLONTE D'AVOIR UNE VRAIE VISION
INDUSTRIELLE PERENNE POUR GE, ET L'ARRÊT DES PLANS DE
RESTRUCTURATION**